

# Résolution sur la situation en Syrie, au Yémen et à Bahreïn dans le contexte de la situation prévalant dans le monde arabe et en Afrique du Nord

2011/2756(RSP) - 27/02/2012

Le Conseil a discuté des derniers développements en Syrie et des résultats de la conférence des amis de la Syrie organisée à Tunis le 24 février

Le Conseil a **condamné une fois de plus l'impitoyable répression à l'encontre de la population civile en Syrie** et a exprimé sa vive préoccupation face aux informations faisant état d'attaques brutales menées par les forces armées syriennes à Homs. Il a engagé le président Assad à faire cesser immédiatement les massacres des civils et à ordonner le retrait de l'armée syrienne des villes assiégées et à **quitter le pouvoir afin de permettre une transition pacifique** dans l'intérêt de son pays. Dans cette perspective, l'UE reconnaît le Conseil national syrien en tant que représentant légitime des Syriens recherchant un changement démocratique pacifique.

Étant donné que le recours à la force contre les civils se poursuit, le Conseil a **renforcé les mesures restrictives** mises en place à l'encontre du régime syrien. Il a également partiellement suspendu l'application de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République arabe syrienne.

L'UE déplore que le Conseil de sécurité des Nations unies n'ait pas été en mesure d'apporter son soutien à l'appel de la Ligue des États arabes en faveur d'un processus politique ouvert à tous, qui serait conduit par les Syriens eux-mêmes et qui se déroulerait dans un climat exempt de peur et de violence. L'UE exhorte une fois de plus tous les membres du Conseil de sécurité des Nations unies à prendre leurs responsabilités.

L'UE restera en contact étroit avec la Ligue des États arabes, les Nations unies, l'Organisation de la coopération islamique, le Conseil de coopération du Golfe et d'autres organisations régionales dans le but de constituer un forum afin de coordonner leur action sur la Syrie, à l'appui des initiatives prises par la Ligue des États arabes pour résoudre la crise syrienne.